

In Extenso

Experts-Comptables

Ecole de la Deuxième Chance de l'Agglomération Grenobloise

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901

8, Rue Aimé Pupin

38 100 GRENOBLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

IN EXTENSO

COGES

Siège social : 1 bis boulevard de la Chantourne 38700 La Tronche

SAS au capital de 420 000 euros

332 691 005 RCS GRENOBLE

Membre de la Compagnie Régionale des commissaires aux comptes de Grenoble

Membre du Conseil Régional de l'ordre des experts comptables de la région Rhône-Alpes

Ecole de la Deuxième Chance de l'Agglomération Grenobloise

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901

8, Rue Aimé Pupin

38 000 GRENOBLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'Association Ecole de la Deuxième Chance de l'Agglomération Grenobloise,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels l'Association Ecole de la Deuxième Chance de l'Agglomération Grenobloise relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents aux membres de l'Association Ecole de la Deuxième Chance de l'Agglomération Grenobloise.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent,

In Extenso

Experts-Comptables

prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Tronche, le 10 juin 2025

Le commissaire aux comptes

COGES



Eric CERVERA

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Concessions, Brevets et droits similaires				591	591	100.00
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques Matériel et outillage	2 559	2 559				
	Autres immobilisations corporelles	344 155	205 111	139 044	78 025	61 019	78.20
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
ACTIF CIRCULANT	Participations mises en équivalence						
	Autres participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés	15		15	15		
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	15 648		15 648	10 023	5 625	56.12
	Total I	362 377	207 671	154 706	88 654	66 053	74.51
	Comptes de liaison						
	Total II						
	Stocks et en cours						
Comptes de Régularisation	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (3)						
	Créances usagers et comptes rattachés						
	Autres créances	314 093		314 093	395 552	81 459	20.59
	Valeurs mobilières de placement						
Comptes de Régularisation	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	632 685		632 685	474 316	158 369	33.39
	Charges constatées d'avance (3)	17 239		17 239	15 062	2 176	14.45
	Total III	964 018		964 018	884 931	79 087	8.94
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	1 326 395	207 671	1 118 724	973 584	145 139	14.91

(1) Dont droit au ball
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
		31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds propres				
	Fonds associatifs sans droit de reprise	35 113	35 113		
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves				
	Report à nouveau	281 309	178 810	102 500	57.32
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	59 281	102 500	43 219	42.16
	Autres fonds associatifs				
	Fonds associatifs avec droit de reprise :				
	Apports	68 488	68 488		
PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS	Legs et donations				
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
	Ecarts de réévaluation				
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	52 529	25 710	26 819	104.31
	Provisions réglementées				
	Droit des propriétaires				
	Total I	496 719	410 620	86 100	20.97
	Comptes de liaison				
	Total II				
	Provisions pour risques	112 210	131 602	19 392	14.74
	Provisions pour charges				
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement				
	Fonds dédiés sur autres ressources				
	Total III	112 210	131 602	19 392	14.74
DETTES (1)	Emprunts obligataires				
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	49 853	23 330	26 524	113.69
	Emprunts et dettes financières divers	100 000	100 000		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	41 534	38 566	2 969	7.70
	Dettes fiscales et sociales	241 101	227 076	14 025	6.18
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	1 056	341	715	209.72
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	76 250	42 050	34 200	81.33
	Total IV	509 794	431 362	78 432	18.18
	Ecarts de conversion passif (V)				
Comptes de Régularisation	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 118 724	973 584	145 139	14.91

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

433 544389 020

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Ventes de marchandises						
Production vendue de Biens et Services		450			450	
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation	1 532 844		1 616 434		83 590	5.17
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	88 602		48 861		39 742	81.34
Collectes	57 383		48 983		8 400	17.15
Cotisations						
Autres produits		4	12 008		12 004	99.97
Total I	1 679 284		1 726 286		47 002	2.72
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)						
Autres achats et charges externes	453 481		446 445		7 035	1.58
Impôts, taxes et versements assimilés	51 952		47 994		3 958	8.25
Salaires et traitements	736 217		742 989		6 772	0.91
Charges sociales	283 735		273 076		10 660	3.90
Dotations aux amortissements et aux provisions						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	28 961		24 976		3 985	15.96
Sur immobilisations : dotations aux provisions						
Sur actif circulant : dotations aux provisions						
Pour risques et charges : dotations aux provisions	69 210		88 603		19 393	21.89
Subventions accordées par l'association	156				156	
Autres charges (2)	309		10		319	NS
Total II	1 624 021		1 624 073		52	0.00
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	55 262		102 213		46 950	45.93
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier				
Autres intérêts et produits assimilés	5 457	1 282	4 175	325.80
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V	5 457	1 282	4 175	325.80
Charges financières				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	1 438	994	444	44.65
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total VI	1 438	994	444	44.65
2. Résultat financier (V-VI)	4 018	287	3 731	NS
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	59 281	102 500	43 219	42.16
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total VII				
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions				
Total VIII				
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)				
Impôts sur les bénéfices (IX)				
Total des produits (I+III+V+VII)	1 684 741	1 727 567	42 827	2.48
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)	1 625 460	1 625 067	392	0.02
Solde intermédiaire	59 281	102 500	43 219	42.16
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
- Engagements à réaliser sur ressources affectées				
5. EXCEDENTS OU DEFICITS	59 281	102 500	43 219	42.16

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature	21 177	50 486	29 309	58.05
Bénévolat				
TOTAL	21 177	50 486	29 309	58.05
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens	21 177	50 486	29 309	58.05
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL	21 177	50 486	29 309	58.05

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 1 118 723.90 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 1 679 283.64 Euros et dégagant un excédent de 59 280.91 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Une réforme du Plan Comptable Général (PCG) est entrée en vigueur au 1er janvier 2025. On note notamment une nouvelle classification pour les éléments exceptionnels.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Informations générales complémentaires

Les subventions d'équipement allouées par les collectivités territoriales en vue de l'acquisition d'immobilisations ont été rapportées au compte de résultat selon le taux en vigueur pratiqué pour les immobilisations concernées.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	13 247		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	7 303		
Installations générales agencements aménagements divers	50 904		66 281
Matériel de transport	30 498		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	220 624		23 264
TOTAL	309 329		89 545
Autres titres immobilisés	15		
Prêts, autres immobilisations financières	10 023		5 625
TOTAL	10 038		5 625
TOTAL GENERAL	332 613		95 170

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles		13 247		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		4 744	2 559	2 559
Installations générales agencements aménagements divers		2 624	114 560	114 560
Matériel de transport		13 283	17 215	17 215
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		31 509	212 380	212 380
TOTAL		52 159	346 715	346 715
Autres titres immobilisés			15	15
Prêts, autres immobilisations financières			15 648	15 648
TOTAL			15 663	15 663
TOTAL GENERAL		65 406	362 377	362 377

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		12 656	591	13 247	
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		7 303		4 744	2 559
Installations générales agencements aménagements divers		12 448	9 003	2 624	18 827
Matériel de transport		27 468	1 105	13 283	15 290
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		184 084	18 263	31 353	170 994
TOTAL		231 304	28 371	52 003	207 671
TOTAL GENERAL		243 959	28 961	65 250	207 671
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	591				
Instal.générales agenc.aménag.divers	9 003				
Matériel de transport	1 105				
Matériel de bureau informatique mobilier	18 263				
TOTAL	28 371				
TOTAL GENERAL	28 961				

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Tableau de variation des fonds propres
ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	35 113				35 113
Fonds propres avec droit de reprise	68 488				68 488
Report à nouveau	178 810	102 500		0	281 309
Excédent ou déficit de l'exercice	102 500	102 500 -	59 281	0 -	59 281
Situation nette	384 910		161 781	102 500	444 191
Subventions d'investissement	25 710		143 246	116 427	52 529
TOTAL I	410 620		202 527	116 427	496 719

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour risques et charges	131 602	69 210	88 602		112 210
TOTAL	131 602	69 210	88 602		112 210
TOTAL GENERAL	131 602	69 210	88 602		112 210
Dont dotations et reprises d'exploitation		69 210	88 602		

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	15 648	1	15 648
Divers état et autres collectivités publiques	310 088	310 088	
Débiteurs divers	4 005	4 005	
Charges constatées d'avance	17 239	17 239	
TOTAL	346 980	331 332	15 648

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes et crédit à plus de 1 an à l'origine	49 853	17 288	26 931	5 634
Emprunts et dettes financières divers	100 000	100 000		
Fournisseurs et comptes rattachés	41 534	41 534		
Personnel et comptes rattachés	115 845	115 845		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	68 355	68 355		
Autres impôts taxes et assimilés	56 902	56 902		
Autres dettes	1 056	1 056		
Produits constatés d'avance	76 250	76 250		
TOTAL	509 794	477 229	26 931	5 634
Emprunts souscrits en cours d'exercice	40 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	13 476			

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 à 3 ans
Matériel de bureau et inform.	Linéaire	3 à 5 ans
AAI des constructions	Linéaire	2 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 5 ans
Outillage	Linéaire	5 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	17 239
Total	17 239
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	76 250
Total	76 250

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Détail des charges constatées d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CHARGES CONSTATEES D AVANCE			
- GERIP Abo annuel	3 257		
- GERIP Abo annuel	1 086		
- GERIP Abo annuel	1 086		
- SCI JAZZ 1er trim 2025	9 702		
- CHQ 2531.5 GAN MULTIRISK	2 108		
Total	17 239		

Détail des produits constatés d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
PCA	76 250		
Total	76 250		

Subventions d'équipement

Des subventions d'investissements ont été comptabilisées :

- pour travaux : 30 000 €
- pour achat de matériels informatique : 14 118 €

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Rémunération des dirigeants

Information non communiquée car cela reviendrait à identifier individuellement le cadre concerné.

Valorisation des contributions volontaires

A compter de 2018, la contribution de mise à disposition gratuite par la métro a été remplacée par un loyer annuel facturé.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	
60 à 64 ans	1 à 5 ans	
55 à 59 ans	6 à 10 ans	20 823
45 à 54 ans	11 à 20 ans	12 605
35 à 44 ans	21 à 30 ans	12 482
moins de 35 ans	plus de 30 ans	6 295
Engagement total		52 205

Hypothèses de calculs retenues

- départ volontaire à la retraite à l'age de 67 ans
- sur la base du salaire au 31 décembre 2024
- sans actualisation
- avec un turn over moyen
- calcul selon l'indemnité légale de licenciement
- selon la table de mortalité 2013-2015 de l'INSEE.